

La Somalie : État défaillant ou État aubaine ?

Robert Kluijver

Le terme d'État « défaillant » est entré dans l'usage commun pour désigner la Somalie du début des années 1990. En 2003, le spécialiste Ken Menkhaus estima que la Somalie était « défaillante parmi les États défaillants » (*a failure among failed states*) du fait de l'incapacité de ses élites de produire ne fût-ce que l'apparence d'une administration centrale. Aujourd'hui, selon différents barèmes utilisés pour mesurer la capacité des États, la Somalie reste classée parmi les États les plus « défaillants » du monde.

À son indépendance, en 1960, on considéra que, parmi tous les nouveaux États d'Afrique, la Somalie avait tout pour réussir, car il s'agissait potentiellement d'un véritable État-nation, sa population étant unie par l'identité ethnique, la langue et la religion. Par la suite, toutefois, les institutions étatiques furent accaparées par des réseaux claniques de plus en plus réduits, tout en devenant financièrement dépendantes du bloc socialiste d'abord, puis occidental. En 1991, le régime sombra dans la répression qu'il exerçait à l'encontre des familles de clans entiers, et l'État disparut avec lui.

Il est tentant d'expliquer l'effondrement de l'État par la nature nomade de la société somalienne. L'activité pastorale dans une zone semi-aride comme la Corne de l'Afrique crée une société où chaque homme adulte (défini par la possession de troupeaux et d'enfants) est souverain et fait partie d'un des clans autogérés qui traversent des grands territoires à la recherche de pâturages. Leurs rencontres

avec d'autres groupes, y compris les Somaliens agriculteurs et ceux qui habitent les villes côtières, sont régies par des codes anciens qui favorisent la survie collective. Une telle société n'aurait pas besoin d'État.

Dès lors, l'État apparaît comme une greffe étrangère, un arbre exogène censé prendre racine dans la société somalienne pour la transformer selon l'idéal libéral démocratique moderne. Tandis que, dans la théorie politique, l'État est censé être le reflet de la société, dans la pratique du *statebuilding*, c'est la société qui doit être transformée pour s'adapter au modèle universel de l'État. Il s'agit d'établir les mécanismes institutionnels qui façonneront une « société civile », qui, à son tour, devrait transformer la société de façon plus large. L'enjeu mérite apparemment d'importants investissements par les bailleurs de fonds étrangers et les organisations internationales dans la politique, les institutions, les forces de l'ordre, l'aide humanitaire et au développement.

En raison de ces investissements, la société somalienne ne rejette pas l'État, qui représente un portail d'accès aux richesses considérables - matérielles et symboliques - du monde extérieur. L'autogestion collective des clans se réorienta autour de cette nouvelle manne dès l'époque coloniale. Pour les élites somaliennes, les institutions étatiques visent à garantir le soutien politique et financier externe. Par conséquent, elles acceptent les modèles proposés par les donateurs. Les Somaliens rejettent généralement la corruption,

l'institutionnalisation de l'identité clanique et le manque de développement collectif, mais profitent en même temps, d'une manière assez égalitaire, des mannes étrangères. Ceux qui s'y opposent rejoignent souvent les rangs d'Al Shabaab, qui gouverne déjà efficacement plus de la moitié du territoire du gouvernement fédéral.

Aux yeux de ceux qui mesurent les « déficits » des États, la Somalie fait sans doute partie des États « défaillants », mais, en tant que portail d'accès aux ressources internationales, il semble fonctionner plutôt correctement, même si ses effets à long terme sur la société somalienne sont délétères. Une répétition du scénario afghan semble attendre la Somalie si la communauté internationale se retire. Si le but est de créer non des régimes clientélistes liés aux grandes puissances, mais des entités politiques stables, il est temps d'abandonner le paradigme du modèle unique de l'État.

POUR ALLER PLUS LOIN

HOEHNE Markus Virgil, « One Country, Two Systems. Hybrid Political Orders and Legal and Political Friction in Somaliland », dans Olaf Zenker et Markus Virgil Hoehne (eds), *The State and the Paradox of Customary Law in Africa*, Londres, Routledge, 2018.

KLUIJVER Robert, « The State in Somalia. Between Self-Governance and International Order », thèse en relations internationales, sous la direction de Luis Martinez, Paris, École doctorale de Sciences Po, 2023.

MARCHAL Roland, « Une lecture de la radicalisation djihadiste en Somalie », *Politique africaine*, 149, 2018, p. 89-111.

MENKHAUS Ken, « State Collapse in Somalia : Second Thoughts », *Review of African Political Economy*, 97, 2003, p. 405-422, citation p. 407.